

## **La Lettre d'Information de l'Association Nationale des Directeurs et des Responsables des Services de l'Education des Villes de France**

L'événement médiatique de la rentrée 2002/2003 est constitué par les déclarations multiples sur l'ouverture d'un nouveau chantier de la décentralisation qui pourrait toucher (cette fois-ci) l'Éducation Nationale.

Quelques rares initiés se souviennent des échanges quelquefois très vifs entre le Ministère de l'Intérieur et celui de l'Éducation Nationale, en 1982, visant à limiter la décentralisation du service public d'éducation nationale à une généralisation du régime de l'obligation de construction, d'entretien et de fonctionnement matériel des établissements scolaires (applicable jusqu'alors aux communes pour le premier degré) au département pour les collèges et à la région pour les lycées.

Si l'importance des efforts financiers consentis par les collectivités locales en ce domaine est aujourd'hui reconnue, la théorie des « blocs de compétences » a montré ses carences, particulièrement dans le domaine de l'éducation où les chevauchements, les incohérences, les zones d'ombres ont rendu une partie des textes (comme ceux relatifs à la compensation intercommunale des charges de fonctionnement par exemple) inopérants, et ont opacifié le fonctionnement institutionnel du système éducatif qui apparaît, malgré des efforts de déconcentration, de plus en plus en décalage avec la réalité locale.

L'expérimentation et la contractualisation tous azimuts ont participé à la régulation à court terme de ces décalages, facilitant progressivement le dialogue entre les services de l'Éducation Nationale et ceux des collectivités locales, mais elles ont également participé à la diversification des pratiques et des fonctionnements locaux qu'un certain nombre d'interlocuteurs considèrent comme des facteurs d'accroissement du « flou » et des « inégalités » entre les établissements, selon les communes, les départements ou les régions.

Par ailleurs, si cette dernière a su acquérir en vingt ans une légitimité de « collectivité territoriale de la république » à part entière, se rapprochant ainsi du régime de ses consœurs européennes, son émergence dans le découpage institutionnel des compétences a également mis en valeur le « saucissonnage » des politiques publiques entre les niveaux de collectivités, la commune et le département ayant conservé un cadre d'action séculaire, en partie inadapté aux réalités sociales, culturelles et éducatives de ce début de 21<sup>ème</sup> siècle.

Ainsi, l'intercommunalité en général, et l'intercommunalité éducative en particulier, sont bien au-delà du niveau de structuration et de développement nécessaires pour faire face aux défis actuels tant en matière d'aménagement du territoire (davantage en milieu rural) que de développement social (davantage en milieu urbain). L'intercommunalité éducative conditionne l'évolution du statut de l'école primaire, de son fonctionnement et donc des conditions d'exercice du métier de directeur d'établissement scolaire du premier degré. Elle pourrait également aider à repenser la question du collège, et plus généralement des conditions de mise en œuvre de l'obligation scolaire dans un cadre institutionnel rénové.

Le double mouvement de décentralisation et de déconcentration de l'éducation ne peut se faire s'il ne s'assoit pas sur une évolution-clarification de l'enseignement du premier degré d'une part et sur une structuration conséquente de l'intercommunalité d'autre part. Il doit permettre de simplifier, de clarifier, d'homogénéiser et de contrôler le fonctionnement du système éducatif en renforçant son adaptation aux réalités locales. Les éventuels transferts de personnels, de compétences, de ressources apparaîtraient alors davantage comme un moyen que comme une fin en soi du mouvement de décentralisation.

**Francis OUDOT.**

# *La Communale*

Numéro 29

## *Sommaire*

↳ Jurisprudence - P 3

**Gratuité des services périscolaires**

↳ Questions aux réponses écrites des parlementaires - commentaires - P 4-9

**Communautés de communes**

**Logements des instituteurs**

**Encadrement des activités périscolaires**

**Obligation des communes en matière de fournitures scolaires**

**Inscriptions des enfants handicapés dans les écoles**

**Projet de suppression de présentation d'un justificatif de domicile dans les inscriptions**

**Surveillances des entrées et sorties des écoles**

**Fermetures de classes**

↳ Dossier - P 10-18

**Mise en place de l'informatique par les communes dans les établissements scolaires  
degré**

↳ Documentation de l'Andev - P 19-20

**Présentation d'un bon de commande**

**Adresse web : [www.andev.com.fr](http://www.andev.com.fr)**

*Pour l'accès à l'annuaire*

*et au moteur de recherche, demandez un code d'accès à l'adresse ci-dessous.*

### **Comité de Rédaction :**

Alain Bocquet, Chantal Blandel  
Patrice David, Jean-Michel Grenier, Corinne Masson, Jean-Claude Naudet, Francis Oudot, Claudine Paillard,  
Marie-Christine Portet Salomon,  
Charlotte Schmitt, Philippe Séferian

Avec la collaboration de  
l'Agence de Presse Éducation Formation

Composition : Sandrine Michel  
Imprimé en 800 exemplaires  
Atelier de reprographie - Ville de Reims

ANDEV  
3, boulevard Désaubeau—51100 REIMS  
Tél 03.26.77.76.24 - Fax 03.26.77.76.52  
Email : [francis.oudot@mairie-reims.fr](mailto:francis.oudot@mairie-reims.fr)

## *ACTUALITÉS RÉGLEMENTAIRES*

Dans la rubrique « actualités » (et ses archives), ont été mis en ligne, ces dernières présentations, les commentaires et l'intégralité des textes relatifs :

- ↳ aux classes à horaires aménagés pour les enseignements artistiques (arrêté mi juillet 2002 et circulaire interministérielle du 29 août 2002).
- ↳ à la réglementation des tarifs de restauration scolaire (arrêté du 22 juillet 2002).
- ↳ aux modalités d'organisation de l'accueil des mineurs, notamment dans les périscolaires (décret du 3 mai 2002).

On y trouve également l'analyse des principaux rapports publiés ces derniers mois, :

- ↳ Le rapport sur l'éducation dans les grands projets des villes.
- ↳ Le rapport sur la gratuité de l'enseignement.
- ↳ Le rapport sur la normalisation du service de restauration scolaire.
- ↳ Le rapport sur le métier d'enseignants et l'organisation de l'école du premier degré.

On y trouve enfin la présentation d'un certain nombre d'expériences locales.

## *LE DOSSIER DU MOIS*

Outre celui de septembre qui est consacré à l'enquête présentée dans nos colonnes, cette rubrique a été consacrée :

- ↳ à une expérience d'intervention des ATSEM pendant les opérations de vacances pour les adolescents en juillet/août 2002.
- ↳ au cadre réglementaire d'aménagement du temps et du rythme de l'enfant et de l'école en 2002.
- ↳ au rapport sur l'école citoyenne en mai 2002.
- ↳ et au débat sur le partenariat et le dialogue avec les familles en mars/avril 2002.

## *DEMAIN LA COMMUNALE ?*

Face au succès sans cesse croissant de son site, l'ANDEV est confrontée à une nécessité de redéfinir ses autres supports de communication, en particulier la « *présentation de la Commune* ».

En effet, les tâches rédactionnelles de *intéressement* (deux sujets nouveaux chaque semaine) dans la rubrique « actualités » et un dossier nouveau dans la rubrique mensuelle, l'absence de structure permanente, sur un nombre très limité de rédacteurs bénévoles en concurrence, au niveau du temps, avec la *présentation de la Commune*.

Par ailleurs, la souplesse et la rapidité de la diffusion des informations nous appellent à orienter davantage *la Communale* vers une formule « magazine », que nous aimons moins lourde, plus conviviale et plus agréable à consulter.

Nous prévoyons donc une évolution des prochaines mois et nous prions les lecteurs de vouloir nous excuser de l'allongement des délais de mise en page et de diffusion *la Communale* qui en résultent.

#### Gratuité des services périscolaires

Le tribunal administratif de Perpignan a rendu un arrêt dans une affaire opposant la commune de Perpignan à la fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE) à la commune de Perpignan, relativement à la décision de cette dernière, prise en 1996, de rendre payant l'accueil périscolaire du soir, jusqu'alors gratuit, et de prévoir, à l'avenir, un tarif différencié selon les ressources des familles.

Si, logiquement, le tribunal administratif a donné raison à la commune de Perpignan (d'ailleurs depuis rétabli la gratuité de ce service), les « conclusions » du jugement du tribunal administratif de Perpignan, principes quant à la gestion des services périscolaires, ne manquent pas d'intérêt :

Il rappelle, en effet, que le service d'accueil périscolaire est un service facultatif du principe, le contenu et les modalités relèvent de la commune qui peut, sans préjudice des familles, en modifier les conditions financières d'accès, y compris en matière scolaire, à condition que la commune ne tire pas un « bénéfice » du fait que le tarif dépasserait le coût de fonctionnement du service.

Le tribunal confirme également la légalité de l'existence dans le barème de tarif d'« gratuité » pour les familles à faible ressource.

On trouvera, ci-après, l'intégralité du jugement :

« Par une requête enregistrée au greffe le 7 juillet 1997-2069, le Conseil départemental des Pyrénées-Orientales de la Fédération des conseils de parents d'élèves et le Conseil local FCPE de l'École maternelle de Perpignan demandent au Tribunal

– d'annuler la délibération en date du 21 novembre 1996 par laquelle le conseil municipal de la COMMUNE DE PERPIGNAN a adopté le principe d'une tarification de l'accueil périscolaire entre 17 heures et 18 heures à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997 pour les écoles maternelles et de septembre 1997 pour les écoles primaires,

– d'ordonner le remboursement aux familles des sommes indûment versées en application de la délibération depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1997.

Sans qu'il soit besoin d'examiner les fins de non-recevoir opposées par la commune

Sur les conclusions tendant à l'annulation de la délibération du 21 novembre 1996

Considérant que le service d'accueil périscolaire, qui consiste à accueillir les enfants pendant les heures de classe, n'est pas un service obligatoire d'enseignement dont le principe est fixé dans un cadre national, et dont la loi garantit la gratuité, mais un service facultatif ; que, en principe, le contenu et les modalités sont laissés à l'appréciation des communes ;

*Sur l'absence d'information préalable :*

**Considérant qu'aucune disposition n'imposait à la COMMUNE DE PERPIGNAN de procurer une information préalable des familles ou des organisations de parents d'élèves à soumettre à une redevance l'accès au service de l'accueil périscolaire ;**

*Sur la modification des règles en cours d'année scolaire :*

**Considérant d'une part que, sauf hypothèse particulière prévue par un texte, les services publics n'ont pas de droit acquis au maintien, définitif ou pendant une période déterminée, des modalités d'organisation de ce service, et notamment des conditions financières d'accès ; qu'aucune disposition particulière n'interdit de modifier en cours d'année scolaire les modalités d'organisation de l'accueil périscolaire ;**

**Considérant, d'une part, que les seules circonstances qu'un formulaire d'inscription par les familles en début d'année scolaire, et que les familles n'aient pas été informées de rendre payant le service d'accueil périscolaire, ne faisait pas naître à la charge de la commune une obligation contractuelle lui imposant le maintien de la gratuité pour l'année scolaire en cours ; qu'ainsi, et en tout état de cause, la COMMUNE DE PERPIGNAN n'a pas méconnu une telle obligation en modifiant, en cours d'année scolaire, les conditions d'accès à ce service ; qu'en outre, la commune n'imposant, pour le reste de l'année scolaire, la poursuite d'une contribution financière aux familles, celles-ci ont pu continuer à bénéficier de l'accueil périscolaire ;**

*Sur les modalités de fixation des tarifs :*

**Considérant qu'en égard à l'intérêt général qui s'attache à ce que toutes les familles puissent accéder aux services d'accueil périscolaire, le principe d'égalité ne fait pas obstacle à ce que les redevances exigées des usagers de ce service varient en fonction des ressources des familles ; que lors que les tarifs les plus élevés restent inférieurs au coût de fonctionnement du service ; qu'ainsi, la circonstance que les familles non imposables aient été exonérées de toute contribution financière n'est pas de nature à entraîner l'illégalité de la délibération contestée ;**

**Considérant, enfin, que les contributions financières exigées en l'espèce des familles destinées à financer le service d'accueil périscolaire dans son ensemble et non des prestations pédagogiques spécifiques au sein de ce service ; que la circonstance que le projet de délibération qui devait, selon les déclarations des autorités communales, accompagner l'instauration de nouveaux tarifs n'ait pas été effectivement mis en place est, dès lors, sans incidence directe sur la délibération attaquée ; qu'en effet, il n'est ni démontré, ni même soutenu qu'en l'absence de ces prestations pédagogiques, le montant des tarifs exigés dépassait le coût d'exploitation du service d'accueil périscolaire ;**

**Considérant qu'il résulte de ce qui précède que les requérantes ne sont pas fondées à demander l'annulation de la délibération attaquée ;**

**Article 1<sup>er</sup> : La requête du CONSEIL DÉPARTEMENTAL DES PYRÉNÉES ORIENTALES de l'Union départementale de la FCPE et du CONSEIL LOCAL FCPE de l'école maternelle de Lamoignon est rejetée ».**

**Enseignement maternel et primaire**  
(écoles, conseils d'école, composition, représentants des communautés de communes)

**Monsieur Léon VACHET attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Intérieur sur des communautés de communes de siéger aux conseils d'école. Compte tenu des compétences, les communautés de communes peuvent prendre en charge les fonctionnements liés à l'enseignement public préélémentaire et élémentaire. Elles peuvent le faire au sein des structures existantes ou à venir. Aussi, les communautés de communes peuvent siéger officiellement aux conseils des écoles et en prendre la charge.**

**Réponse -Le décret n° 90-788 du 6 septembre 1990 relatif à l'organisation et au fonctionnement des écoles maternelles et élémentaires fixe la composition des conseils d'école (article 17) et le champ de leurs compétences (art. 18). L'article 17 de ce décret détermine la liste des membres du conseil d'école, parmi lesquels figurent le Maire ou son représentant, le conseiller municipal désigné par le conseil municipal.**

**En vertu de l'article L. 5214-16 du code général des collectivités territoriales, « la gestion de l'entretien et le fonctionnement d'équipements de l'enseignement pré-élémentaire » font partie du groupe de compétence optionnelle qu'une communauté de communes peut exercer au lieu de place des communes membres.**

**En cas de transfert de compétence à un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), la plupart des attributions des conseils d'école citées à l'article 18 du décret relatif à des questions de gestion matérielle et de fonctionnement des écoles, relèvent de la compétence de l'EPCI.**

**Cependant, quelques attributions telles que « la protection et la sécurité des enfants en âge scolaire et périscolaire », « les activités périscolaires » ou « l'utilisation des locaux de l'école hors des heures d'ouverture de l'école », peuvent intéresser le Maire dans des compétences qui lui sont propres et qui ne peuvent être transférées à un EPCI.**

**S'il semble donc envisageable que le Président de l'établissement public de coopération intercommunale ou son représentant siège à l'école, il ne serait en revanche pas justifié que le Maire de la commune du lieu d'implantation de l'école. Une modification du décret relatif à l'étude, afin de tenir compte, dans la composition des conseils d'école, des compétences des établissements publics de coopération intercommunale, dans le respect de l'équilibre de la composition de ces conseils.**

**Question n° 67672**  
**JOAN du 04/02/2002**

**Commentaires- Cette question relative aux conséquences sur la composition du conseil d'école du transfert d'une partie des compétences « scolaires » de plusieurs communes à une communauté de communes, soulève le problème que la faiblesse et de l'inadaptation juridique actuelle de l'enseignement du premier degré, au régime institué par la loi sur l'intercommunalité.**

En l'espèce, rappelons que le représentant de la commune est « deux » dans le conseil d'école, en tant qu'autorité scolaire exerçant les fonctions qui lui sont dévolues par la loi (inscriptions, obligation scolaire, inspection des établissements scolaires) et en tant qu'autorité du représentant de l'État, mais également en tant qu'exécutif du conseil municipal ayant la mise en œuvre des compétences obligatoires et facultatives de la commune, compétence décentralisée.

La commune est également représentée au conseil d'école par un membre du conseil d'administration des locaux scolaires et du fonctionnement de l'école.

Dans le cas d'espèce, le Maire de la commune d'implantation reste donc, en tant qu'autorité de l'État, membre de droit du conseil d'école et la question se pose de savoir si le représentant de l'EPCI doit se substituer au représentant de la commune d'implantation pour le cas échéant au conseil d'école.

Or, parmi les compétences décentralisées relevant de la collectivité locale, une partie appartient à la commune, l'autre partie étant transférée à l'EPCI (en fonction de la nature et du montant du transfert à la communauté).

Dans ce cas, la logique et l'esprit de la loi conduisent à ce que les deux assemblées locales puissent être représentées (le nombre total des membres du conseil d'école n'étant pas limité).

A notre connaissance, le projet de décret cité dans le texte n'a pas abouti, mais pourrait être de nouveau d'actualité à l'occasion des débats sur l'avenir de la décentralisation du statut de l'EPCI.

FO

Communes (biens, logements de fonctions des instituteurs, réglementation)  
Question signalée

Monsieur Jean-Claude GUIBAL appelle l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur le devenir des logements de fonctions réservés aux instituteurs. Ces logements, souvent situés dans l'enceinte des écoles, font actuellement l'objet d'une affectation au titre du nouveau statut de professeur des écoles, qui d'ici à 2007 s'appliquera également aux instituteurs, ne prévoit plus de droit au logement de fonction.

En effet, une disposition de ce statut intègre directement à la rémunération des professeurs des écoles une indemnité compensatrice de logement. Au terme de l'échéance de validité de la loi, il faut donc se demander si les communes pourront disposer librement de ces appartements ou si elles continueront d'être obligées de les réserver aux professeurs des écoles et sous quelles conditions.

Réponse - L'intégration définitive des instituteurs dans le corps des professeurs des écoles est prévue pour l'année 2007. Le droit au logement ne s'applique plus aux professeurs des écoles, la question de l'affectation des logements appartenant au domaine public communal est actuellement l'objet d'une étude en liaison avec le Ministère de l'Intérieur. Dans cette perspective, il paraît envisagée que des recommandations soient adressées aux Préfets au Maires des communes concernées, afin qu'ils réservent ces logements.

personnels enseignants exerçant au sein des écoles et, plus particulièrement, à l'école.

Question n° 65355  
JOAN du 04/02/2002

Commentaires– Autre étude qui n'a pas (encore ?) abouti, celle de l'utilisation des locaux de fonction d'instituteurs :

Si le régime de domanialité (domaine public ou domaine privé communal) doit être par cas, en particulier en fonction de la situation dans une enceinte scolaire ou un établissement public, le régime de désaffectation de l'usage scolaire affectation du domaine public ne présente pas de spécificité (lorsque ce logement doit être considéré comme public affecté à l'usage scolaire) par rapport à la procédure générale, largement confirmée par une jurisprudence abondante.

Plus curieuse, cette disposition qui viserait à « inciter » les Maires à réserver le titre payant bien sûr) aux instituteurs et, surtout, aux directeurs d'écoles, dont on connaît la difficulté sans cesse croissante qu'a le Ministère de l'Éducation Nationale à les recruter. Y aurait-il donc un lien entre ceci et cela ?

FO

#### Questions relatives à l'encadrement des activités périscolaires

##### 1/ Encadrement des cantines

Monsieur Charles DESCOURS attire l'attention de Monsieur le Ministre de la fonction publique et de la réforme de l'État sur le problème du statut des agents de la fonction publique travaillant dans les cantines scolaires. Les emplois de responsables et surveillants n'existant pas dans la fonction publique, les collectivités territoriales sont amenées à titulariser sur des emplois qui ne correspondent pas aux leurs, et en particulier ceux d'entretien. Cette situation pose non seulement un problème mais juridique une raréfaction des postulants à ces postes. Aussi, il lui demande de bien vouloir lui indiquer les dispositions il compte prendre afin d'y remédier.

Réponse– Le service de cantine scolaire dans les écoles maternelles et élémentaires des communes, présente le caractère d'un service public communal. Le temps de l'enseignement scolaire, au même titre que les études surveillées, relève du temps périscolaire. Les collectivités territoriales et l'Éducation Nationale peuvent participer aux missions de surveillance des cantines. À ce titre, le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982, modifié par la loi n° 92-125 du 6 février 1992, permet aux collectivités territoriales de rétribuer par des indemnités ces missions lorsqu'elles sont assurées par des agents de l'État. Lorsque le service de surveillance de cantine fonctionne avec du personnel recruté par les collectivités territoriales, plusieurs collectivités de la fonction publique territoriale sont compétentes dans la mesure où l'activité de surveillance des cantines scolaires, qui n'est expressément mentionnée par aucun texte, peut entrer dans le cadre de missions plus largement définies. Ainsi est-il prévu que les collectivités territoriales d'animation dont le cadre d'emplois est ouvert au recrutement peuvent intervenir dans les secteurs périscolaires.

Ils disposent de ce fait d'une compétence large pour ce type d'activités. Au delà des actions d'animation « stricto sensu » sont parfois entreprises pendant la surveillance



S'agissant plus particulièrement des écoles maternelles, des cadres des emplois des agents spécialisés des écoles maternelles (ASEM) peuvent être chargés de cette tâche, qu'il y ait incompatibilité avec leur statut particulier dans la mesure où leurs missions incluent notamment à assurer l'assistance au personnel enseignant pour l'animation et l'hygiène des jeunes enfants. En tout état de cause, la création d'un nouveau cadre d'emplois n'est pas opportune compte tenu de l'objectif poursuivi à l'occasion de la réforme statutaire aujourd'hui achevée, qui vise à éviter une multiplication excessive de cadres d'emplois, de la complexité et de rigidité dans la gestion des emplois et des carrières.

Question n° 28119  
JO du Sénat du 07/06/2001

2/ Responsabilités des aides éducateurs hors du temps scolaire

Monsieur Georges RINCHET appelle l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur les problèmes de prise en charge de la responsabilité que pose la présence des aides éducateurs dans les établissements scolaires en dehors du temps scolaire, hors du temps de travail et donc de présence dans les établissements des aides éducateurs, dont le nombre d'heures supérieur à celui des enseignants (35 heures contre 27), l'éducation nationale ne peut souhaiter que les communes concernées passent une convention avec ses représentants locaux de manière à leur déléguer la responsabilité de ces personnels après 16 heures. Par exemple, la prise en charge d'études surveillées ou d'aides aux devoirs. Or, de ne pas refuser légitimement cette délégation de responsabilité dans la mesure où les aides éducateurs sont des personnels relevant de l'éducation nationale et non des personnels communaux, il semble difficile de comprendre pourquoi les aides éducateurs engagés sous des critères clairement définis par l'Éducation Nationale, et donc à même de mener à bien leurs activités auprès des enfants, ne pourraient assumer eux-mêmes leur présence dans l'établissement hors du temps scolaire. Il lui demande en conséquence s'il ne conviendrait pas de clarifier les conditions dans lesquelles le flou suscite un certain nombre d'interrogations de la part des maires des communes concernées mais aussi des directeurs d'école primaire et des parents d'élèves.

Réponse– Les aides éducateurs peuvent être mis à disposition, par leur employeur, dans les collectivités locales ou d'associations, pour effectuer des activités péri et extrascolaires susceptibles de figurer dans un projet d'école ou d'établissement. Cela concerne également le temps des cantines scolaires et la garderie du soir, qui dans les écoles maternelles et élémentaires sont de la compétence de la commune et non de l'Éducation Nationale. Par ailleurs, également certaines activités éducatives, le mercredi par exemple.

Cette mise à disposition implique effectivement un transfert de responsabilité, l'aide éducateur ne pouvant être responsable d'activités dont l'organisation est confiée à un autre organisme. Les conditions de cette mise à disposition sont fixées dans la convention signée par l'employeur et l'organisme bénéficiaire de cette mise à disposition. Par ailleurs, si existe un contrat éducatif local (CEL), ces mises à disposition trouvent naturellement leur cadre dans le cadre du partenariat instauré entre tous les acteurs intervenant localement pour l'aménagement des temps et des activités de l'enfant.

Question n° 32686  
JO du Sénat du 09/08/2001

Commentaires– Si nous avons groupé ces réponses à deux questions écrites, l'une relative aux surveillants de cantine, et l'autre à l'emploi des aides-éducateurs, c'est moins pour

difficultés de recrutement et de structuration du service de surveillance des d'animation des services périscolaires, que pour évoquer le devenir de la filière ani

En effet, cette filière d'emploi, dont la mise en place est particulièrement laborie aujourd'hui comme une réponse « potentielle » à la question de la « profession intervenants, surveillants et animateurs (hors sportifs, artistiques relevant respect filière sportive et de la filière culturelle) employés dans le temps scolaire et d périscolaire.

On perçoit également qu'elle pourrait être le débouché potentiel pour les aides-é la « fin de contrat-emplois-jeunes » pourrait être plus rapide qu'initialement prévue.

La constitution d'un « corps d'animateurs scolaires » ne serait pas sans incidence entre les collectivités locales et l'État sur le fonctionnement de l'enseignement pri logique peu cohérente avec la résurgence de la question de « l'autonomie juridi de l'établissement scolaire du premier degré ».

Elle serait, par contre, avec la revendication des départements et des régi « récupérer » le personnel « ATOS » et de surveillance, un pas supplémentaire constitution de facto d'une filière éducative dans la fonction publique territoriale.

FO

#### Obligation des communes en matière de fournitures scolaires

Monsieur André BERTHOL demande à Monsieur le Ministre de l'Éducation Nation l'Enseignement Supérieur et de la Recherche, de bien vouloir lui indiquer avec pré du matériel courant d'enseignement destiné à une utilisation en commun par les classe d'enseignement primaire et, a contrario, la liste du matériel dont le finance aux parents de ces élèves.

Réponse- L'article 14-I de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 modifiée, fixant la répar compétences entre l'État et les collectivités territoriales, la commune doit assurer particulier « l'équipement et le fonctionnement » des écoles. Ces dispositions recouvrent assez largement énoncées précédemment par les lois du 30 octobre 19 juillet 1889. Il ressort que l'acquisition et l'entretien du mobilier scolaire et pédagogique sont des dépenses obligatoires pour les communes, l'État ayant pour s charge la rémunération du personnel enseignant. Ce point a été confirmé par interministérielle du 25 août 1995, relative à la désaffectation des biens des écol Cette répartition des dépenses permet d'assurer la gratuité de l'enseignement obl principe a été établi dès 1881. Seule échappe au principe de la gratuité scolaire l'a fournitures scolaires individuelles, y compris des manuels scolaires.

Conformément aux dispositions du décret du 29 janvier 1890, l'acquisition de c assurée, partiellement ou totalement, par le budget communal ou est, à défaut, à familles. Des articles aujourd'hui abrogés, compte tenu du caractère obsolète et programmes actuels de leur contenu, précisaient la liste du matériel de classe à dont toute école de l'État au minimum équipée par la commune (mobilier de rang cartes murales et) la liste du matériel d'étude à usage individuel dont tout élève c muni (papeterie, cahiers, livres...). Aucune liste relative aux fournitures et équi écoles et des élèves n'est désormais établie.

Compte tenu de la portée des dispositions de l'article 14-I de la loi du 22 juillet 1983 de la jurisprudence du Conseil d'État sur ce sujet, les dépenses obligatoires incriminées recouvrent globalement l'acquisition et l'entretien de tout le matériel utilisé collectivement dans la classe. Le matériel donnant lieu à une appropriation peut être laissé à la charge des familles. Toutefois, de fait, plus de 90 % des communes assurent la gratuité des manuels scolaires.

Question<sup>n°</sup> 33726  
J.O. du 19 février 1996

Commentaires– La rentrée scolaire 2002/2003 a mis, sous la rampe de l'actualité, la question des fournitures (et des manuels) scolaires :

L'ensemble des acteurs et des groupes de presse s'est intéressé à la question, et ce, pour l'ensemble des niveaux d'enseignement.

La presse s'est largement fait l'écho de ce débat, au nom de la revendication de « l'école », dont les contours diffèrent sensiblement de ceux du principe de « l'enseignement ».

Les confusions, y compris dans les grands quotidiens, n'ont pourtant pas manqué, et ce, sur la « fourniture des manuels dans l'enseignement primaire à la charge des communes ».

Sauf à réécrire la décentralisation en matière éducative, la charge des fournitures, manuels, livres, individuels restent juridiquement à la charge de la famille.

Les collectivités locales, particulièrement les communes, ont en ce domaine traditionnellement considérée comme une « politique sociale », soit sous forme de fournitures directes aux familles, soit sous forme de crédits à l'école.

Au cours des dix dernières années, ces politiques sociales ont revêtu un enjeu tel qu'elles sont devenues des pans importants des politiques éducatives locales.

Il est dorénavant plus que temps que l'ensemble des acteurs s'accorde sur la nature et la consistance du « partage des responsabilités et des rôles » en matière.

FO

Inscription des enfants  
handicapés dans les écoles

Monsieur Marcel VIDAL attire l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation Nationale sur la situation des enfants handicapés. De récentes expériences d'indicateurs nationales ont démontré, semble-t-il, que les enfants avec des handicaps légers s'épanouissent facilement lorsqu'ils sont inscrits dans les écoles maternelles et primaires non spécialisées. Il lui demande-t-il bien vouloir lui indiquer la position du ministère sur cette question, et, échéant, les moyens qu'il envisage de mettre en œuvre pour faciliter l'inscription des enfants handicapés dans les écoles maternelles et primaires.

Réponse – L'état des lieux dressé par la mission conjointe des inspections générales de l'Éducation Nationale et des affaires sociales en mars 1999 a mis en évidence les difficultés que souffre le dispositif de scolarisation des jeunes handicapés malgré un cadre réglementaire satisfaisant. L'intégration scolaire demeure en effet un processus freiné par de fortes disparités géographiques et de discontinuités parfois lourdes de conséquences pour la scolarité de ces élèves. C'est pourquoi, le ministère de l'Éducation Nationale conjointement avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité, un plan d'encouragement à la scolarisation des enfants et adolescents handicapés, notamment mentaux, dont les premières mesures ont été présentées lors du Conseil national consultatif des personnes handicapées le 20 avril 1999.

Une des mesures de ce plan concerne les dispositifs collectifs d'intégration. Un effort est actuellement en cours pour renforcer le réseau des classes d'intégration scolaire (CLIS) en maternelle et au premier degré et pour adapter l'implantation de ces classes aux besoins recensés. Un schéma directeur de cadrage est par ailleurs en préparation. S'agissant du second degré, la priorité est donnée au développement des unités pédagogiques d'intégration (UPI), qui permettent actuellement d'accueillir au collège des adolescents présentant un handicap mental. Le nombre d'élèves scolarisés dans les UPI a triplé en deux ans et devrait encore progresser dans les prochaines années.

Par ailleurs, une nouvelle circulaire n°2001-035 du 21 février 2001 élaborée conjointement par le ministère de l'emploi et de la solidarité et le ministère de l'Éducation Nationale n° 9 du 1er mars 2001. Ce texte étend le dispositif des UPI, d'une part, à des élèves présentant des déficiences sensorielles et motrices, ou des maladies évoluant sur de longues périodes et, d'autre part, à des élèves scolarisés dans les lycées. La création de ces dispositifs collectifs d'intégration doit conduire à accueillir en milieu ordinaire des élèves actuellement scolarisés dans les établissements spécialisés. Ce fait devrait de ce fait libérer des places dans ces établissements, leur permettant d'accueillir des enfants handicapés, actuellement sans solution éducative, faute de place. Cette démarche doit s'accompagner d'un accroissement de moyens, notamment en personnels spécialisés. Le ministère de l'Éducation Nationale développe dans les plans de formation initiale des enseignants universitaires de formation des maîtres (IUFM) des actions de formation et de sensibilisation des enseignants aux modalités particulières de scolarisation des enfants handicapés. Une mesure visant à rendre plus attractives les modalités de formation des enseignants spécialisés au premier degré est par ailleurs en cours d'élaboration. Des stages destinés à former des enseignants ressources du second degré, susceptibles d'apporter aides et conseils à leurs collègues pour la scolarisation des élèves déficients visuels ou auditifs graves, ont été mis en place à la rentrée 2001. Ces mesures devraient favoriser l'engagement d'un plus grand nombre d'enseignants dans la formation spécialisée. Une autre mesure du plan d'encouragement à la scolarisation des adolescents handicapés prévoit qu'un effort en matière de financement de matériel pédagogique et techniques spécialisés soit réalisé. 170 millions de francs seront délégués aux académies dans les trois ans afin de leur permettre de fournir aux élèves handicapés scolarisés en milieu ordinaire le matériel pédagogique adapté et des aides techniques indispensables, en particulier pour les élèves souffrant de déficiences sensorielles et motrices. Pour 2001, 56,6 millions de francs ont été affectés aux académies. Par ailleurs, afin de s'assurer de la cohérence du dispositif global d'intégration de l'éducation dans le cadre départemental, des groupes départementaux de coordination Handiscol associant les élus et les partenaires associatifs ont été créés. Leur mission est de coordonner et faciliter les actions des différents partenaires, concernés par la scolarisation des enfants handicapés, et de s'assurer de la cohérence du dispositif global d'intégration et de contribuer ainsi à améliorer le pilotage départemental d'une politique concertée. A ce jour, les trois quarts des départements ont mis en place ces groupes. En outre,

développer les dispositifs d'auxiliaires d'intégration scolaire, le Ministère de Nationale a signé, en 1999, une convention nationale avec la Fédération nationale d'accompagnement scolaire des élèves présentant un handicap (FNASEPH) et IRIS. Il existe actuellement vingt-quatre dispositifs associatifs d'auxiliaires d'intégration gèrent environ 1 300 auxiliaires individuels d'intégration. D'autre part, plus de éducateurs de l'Éducation Nationale se consacrent à l'intégration collective handicapés. Pour favoriser et rationaliser le développement de ce mode d'accompagnement scolaire des élèves handicapés, le Ministre a confié à Madame Mireille MALOT générale d'Iris Initiative, une mission d'étude sur la pérennisation des fonctions d'intégration scolaire, dont les conclusions seront rendues en juin 2001.

**Question n° 28647**  
**JO du Sénat du 31/05/2001**

**Commentaires**– Cette longue réponse, datant de plus d'une année, nous permet d'apprécier l'importance de la question de l'intégration des enfants handicapés dans les écoles. L'espoir que génèrent dans des familles les déclarations et les dispositifs ministériels, la difficulté, sur le terrain, d'assurer l'accueil et l'intégration des enfants handicapés.

Si les communes sont confrontées à l'immensité des tâches et à la lourdeur des aménagements à réaliser en vue d'assurer l'accessibilité des locaux scolaires aux handicapés physiques, la communauté éducative toute entière est confrontée aux difficultés « psychologiques », la prise en charge dans l'école, dans la classe des enfants handicapés, encore vis à vis des enfants présentant des troubles du comportement.

Les incertitudes récentes qui pèsent sur le devenir des auxiliaires d'intégration collective (éducateurs de l'Éducation Nationale) et des auxiliaires d'intégration individuelle (emplois-jeunes sous statut associatif) ne sont pas pour rassurer sur l'évolution de la situation au sujet de laquelle la dénonciation de « l'inégalité d'accès » est (encore) limitée, aux acteurs directement concernés.

\_\_\_\_\_ **FO**

Projet de suppression  
de la présentation d'un justificatif de domicile  
dans les inscriptions scolaires

**Monsieur Serge MATHIEU** appelle l'attention de Monsieur le Ministre de l'Éducation à la veille du Congrès National des Maires de France, sur le projet prêté au Gouvernement de supprimer l'obligation pour les parents d'apporter la preuve du domicile de leurs enfants pour les inscriptions scolaires qui sont actuellement soumises à la sectorisation, en primaire et en secondaire. Dispenser les parents de justifier du domicile de leurs enfants ne peut encourager les tentatives de fraude et, indirectement, créer l'anarchie dans les cartes scolaires. Ils ont, avec quelque mérite, le devoir de contribuer à mettre en œuvre. Il lui expose les perspectives de son action ministérielle s'inspirant des préoccupations prioritaires de la France.

**Réponse**– Le décret n° 2000-1277 du 26 décembre 2000 et la circulaire du 26 décembre 2000 portant simplification de formalités administratives et suppression de la fiche d'état civil ont pour objectif d'alléger certaines démarches administratives pour les usagers du service public, notamment en supprimant la production de justificatifs de domicile. Toutefois, le c

prévoit dans son article 8 de surseoir à cette mesure jusqu'au 1er janvier 2003 pour d'inscription dans les établissements d'enseignement scolaire et établissements d supérieur. Ce délai est destiné à permettre d'apprécier les mesures qui pourraient afin de prévenir des difficultés éventuelles. Il est précisé que la circulaire du 26 rappelle les sanctions, notamment pénales, encourues par les usagers en cas de frai

**Question n° 29084**  
**JO du Sénat du 31/05/2001**

Commentaires – Le 1er janvier 2003 arrive... La suppression du justificatif de do largement commentée au moment de la publication du décret de la circulaire de c va-t'elleréer, selon l'expression de l'honorable Sénateur Mathieu « l'anarchie di scolaires » ?

Quand l'objectif de « mixité sociale » que s'est fixé le système scolaire se heurte éducatives, particulièrement des couches moyennes au nom du principe de libe l'école affirmé par la loi, la fraude déjà largement institutionnalisée peut-elle être l à une évolution en profondeur de la « différenciation » des établissements sc concentration des difficultés de toute nature sur certains territoires ?

En tout état de cause, sauf à ce que le gouvernement prenne de nouvelles dis inscriptions scolaires pour l'année 2003/2004 se feront sans présentation de j domicile...

\_\_\_\_\_ FO

Enseignement maternel et primaire (élèves — sortie des écoles — surveillance)

Monsieur Bernard BIRSINGER souhaite attirer l'attention de Monsieur le Ministre de à propos de la réglementation en vigueur en matière de surveillance des entrées et et sur les catégories de personnes qui peuvent assurer cette mission. Il lui demande termes de cette réglementation et à quelles catégories de personnes un Maire peut assurer cette mission.

Réponse– Aux termes des articles L. 2212-2-1° et L. 2213-1 du code général des c territoriales, il revient au Maire, titulaire du pouvoir de police municipale, d'une pa sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques e d'exercer la police de la circulation à l'intérieur des agglomérations, sous réserv dévolus aux représentants de l'État dans le département sur les routes à grande Maire peut confier, conformément à l'article L. 2212-5 de ce même code, la sur entrées et sorties d'école aux membres de la police municipale, ces derniers d'exécuter les tâches relevant de la compétence du Maire en matière de police ac peut, en outre, être fait appel à des agents communaux. Il convient d'ailleurs de l'article 2212-6 du code général des collectivités territoriales prévoit dès qu'un se municipale comporte au moins cinq emplois d'agents de police municipale, la con convention de coordination entre le Maire de la commune et le représentant de département, après avis du procureur de la République. Cette convention précise nature et les lieux des interventions des agents de police municipale.

Le décret n° 2000-275 du 24 mars 2000 déterminant les clauses de cette conven notamment dans l'article 7 de la convention type que « la police municipale assure

des établissements scolaires en particulier lors des entrées et sorties des élèves » policiers municipaux n'ont pas le pouvoir de régler la circulation routière en donnant de la voie publique des indications pouvant prévaloir sur toutes signalisations (signalisation ou règles de la circulation), comme sont habilités à le faire les personnels de la police nationale et de la gendarmerie nationale, aux termes de l'article R. 229-1 du code de la route. Les gestes utilisés par ces agents communaux peuvent être comparés à ceux qui, en faisant signe à un véhicule de s'arrêter, permet à un autre individu de traverser un passage protégé, en sûreté, en application des dispositions de l'article R. 220 du code de la route. Le recours à des agents communaux pour assurer la sécurité des enfants lors de la traversée de passages protégés, aux horaires d'entrée et de fermeture des écoles, n'est par conséquent soumis à aucun formalisme particulier.

Question n° 54416  
JOAN du 28/05/2001

Commentaires – Quelques précisions utiles pour tous ceux qui se posent la question de l'organisation de la sécurité des élèves à la sortie des écoles.

Pour autant, si l'absence de structuration de cette mission par des personnes « officielles » dans les communes (y compris à titre bénévole comme les « papy-sécurité ») donne lieu à une certaine souplesse d'organisation de ce service, elle occasionne également un flou juridique qui n'est pas rassurant ni pour les Maires, ni pour les agents qui exercent cette mission.

FO

Enseignement maternel et primaire (fermeture de classes—Moselle)

Madame Marie-Josée ZIMMERMANN attire l'attention de Monsieur le Ministre de la Jeunesse, de l'Éducation Nationale et de la Recherche sur le fait que, sous la précédente législature, elle a posé à son prédécesseur une question écrite qui fut publiée au Journal Officiel du 25 mai 1998. Or, bien que le délai réglementaire de deux mois eût été écoulé, elle n'avait toujours pas reçu de réponse à la fin de la législature. Elle lui renouvelle donc cette question qui évoque qu'en Moselle les écoles rurales à deux classes étaient maintenues jusqu'à un effectif limite de 21 élèves. Les écoles en regroupement à classes dispersées étaient maintenues si la moyenne des élèves par classe après une éventuelle suppression correspondait à 21 élèves. Or, l'inspection académique de la Moselle vient unilatéralement relever le seuil susvisé de 21 élèves pour le porter à 24 élèves. Un tel barème des fermetures de classes (+ 14 %) est extrêmement préoccupant car, pour ne pas pénaliser les petites communes et les zones rurales défavorisées. Il lui demande en conséquence s'il ne pense pas qu'il conviendrait de rétablir les seuils antérieurs.

Réponse – Dans l'enseignement du premier degré, il n'existe plus de normes nationales en matière d'ouverture ou de fermeture de classe. Il appartient aux autorités académiques de répartir le contingent d'emplois dont elles disposent en fonction des besoins de l'ensemble du département, ce qui implique nécessairement des mesures d'aménagement du réseau des écoles à partir d'objectifs de choix qui sont soumis au conseil départemental de l'éducation nationale. La technique paritaire départementale ainsi qu'aux autres instances de concertation, la décision d'ouverture et de fermeture de classe qui découlent de cette procédure permet de prendre avec précision les ajustements requis tout en intégrant la nécessité de préserver l'éducation en milieu rural. Cela n'implique pas pour autant le maintien intégral et des moyens affectés dans les zones rurales. En tout état de cause, en ce qui concerne

**appliqués en matière de fermeture de classes dans le département de la Moselle, saisir l'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'éducation qui est le mieux à même d'apporter les réponses adéquates à cette question.**

**Question n° 298  
JOAN du 19/08/2002  
et du JO du Sénat du 22/08/02**

**Commentaires—La question, posée par l'honorable parlementaire, outre le rappel l'encontre des délais de réponses non respectés, soulève, une fois de plus, la « normes de fermeture de classe ».**

**Au moment même où la procédure de préparation de la rentrée scolaire 2003/2004 que des incertitudes fortes pèsent sur les effectifs d'enseignants dans les budgets à pas inutile de rappeler que, dans cette procédure, l'absence d'une norme « administrative » du nombre maximum d'élèves par classe, s'oppose à la syndicale qui tend à imposer un taux d'encadrement maximum.**

**Ce conflit s'exprime, au plan institutionnel, entre l'Inspection Académique et les représentants d'enseignants, mais également, au moment des inscriptions scolaires, les directeurs (et enseignants) et les Maires (et les services éducation).**

**Par ailleurs, l'existence d'un moratoire en faveur des écoles rurales conjugué à la décision par académie des normes d'ouverture et de fermeture aboutit à un taux qui varie en réalité entre une moyenne de 8 élèves par classe à 30 (et plus en certaines classes bénéficiant également, au nom du principe de la « discrimination ZEP), ou à titre d'expérimentation (11 élèves maximum dans les « CP à effectifs réduits » à taux d'encadrement particulier.**

**Cette inégalité dans les moyens humains et pédagogiques entre les écoles par « différenciation » des conditions de fonctionnement des établissements scolaires de degré, sans que pour autant, comme pour tous les autres moyens de fonctionner en mesure les effets réels sur le fonctionnement du système éducatif, en particulier scolaire, objectif prioritaire dudit système...**

**F0**



Mise en place de l'informatique et du raccordement Internet par les communes dans les établissements scolaires du premier degré  
Résultats de l'enquête de l'ANDEV

En avril 2001, l'Andev a réalisé une enquête auprès de ses membres pour évaluer des urnes », la place de l'éducation dans les programmes électoraux des élections venaient de se dérouler :

Elle démontre que les plans d'informatisation et de raccordement des écoles sont au pied dans les déclarations d'intention des élus municipaux, un programme sur l'allusion (avec une priorité plus marquée pour les villes de moindre importance – moins de 10 000 habitants – qui l'évoquent dans un cas sur trois). Plus généralement, la dotation inférieure des écoles est citée dans plus d'un programme sur deux, constituant ainsi le domaine de développement dans le domaine de l'éducation au cours de la campagne électorale des communes.

Cette démarche a été complétée par une deuxième enquête de l'Andev auprès des équipes municipales en juillet 2001 sur les intentions des Maires en matière d'éducation pour la nouvelle mandature.

Cette nouvelle enquête a confirmé et renforcé la précédente montrant que l'informatique des écoles se trouvait au premier rang des actions susceptibles de faire l'objet d'une implication croissante de la collectivité locale au cours du mandat qui débute. Cette tendance générale est d'autant plus marquée dans les communes les plus importantes, les plus peuplées, les plus riches et les plus situées en tissu d'agglomération urbaine :

Ainsi, près de neuf grandes villes sur dix indiquent un investissement fort en matière d'informatique (contre une sur deux dans les petites et moyennes communes).

Cette enquête a montré également que les trois Maires sur quatre pensaient qu'il leur fallait prendre en charge les frais de raccordement, les forfaits d'abonnement et les consommations téléphoniques afférentes (avec pourtant une réticence plus forte pour les petites communes).

Ils se sont par contre déclarés plus réticents (moitié/moitié) pour la prise en charge par la commune, de l'acquisition de logiciels éducatifs pour les élèves.

Ils se sont enfin déclarés majoritairement opposés (60 %) à ce que la commune assure la maintenance et le remplacement des matériels informatiques non acquis par la commune (cela concerne en particulier les matériels acquis pour les dotations financières de l'Etat ou par le biais des coopératives scolaires).

## 1 Présentation de la démarche :

Depuis le plan Informatique Pour Tous, l'équipement informatique des écoles primaires est le plus de l'action individuelle, du projet d'un enseignant ou de la conviction d'un élu. Cette action est concertée, organisée et structurée.

L'absence de motivation réelle des décideurs, la charge financière induite par ces équipements, la problématique de la formation des enseignants, la lourdeur des procédures à mettre en œuvre pour maintenir les matériels, le problème de la sécurisation des lieux, ... sont parmi les principales explications à cet état de fait.

De plus, l'accès à Internet impliquant des dépenses de communication difficilement (d'autant plus difficile à budgéter) constitua le dernier obstacle de taille à franchir et mettre en application un plan d'équipement des écoles d'une commune.

L'avènement de la société numérique, la rapidité de pénétration de l'informatique dans la vie quotidienne et économique, ont fait évoluer les mentalités dès la deuxième décennie 90.

Les deux enquêtes réalisées par l'Andev à la suite des élections municipales : l'équipement et le raccordement des écoles à Internet figuraient en bonne place dans les programmes des candidats, et dans les axes prioritaires d'action des nouvelles municipalités :

La première enquête a été réalisée par l'Andev auprès de ses membres pour évaluer la place de l'éducation dans les programmes électoraux des élections municipales de 2001 :

Elle a démontré que les plans d'informatisation et de raccordement des écoles sont prioritaires dans les déclarations d'intention des élus municipaux, un programme sur cinq allusion (avec une priorité plus marquée pour les villes de moindre importance – moins de 1000 habitants – qui l'évoquent dans un cas sur trois). Plus généralement, la dotation inférieure des écoles est citée dans plus d'un programme sur deux, constituant ainsi le domaine le plus développé dans le domaine de l'éducation au cours de la campagne électorale des communes.

Cette démarche a été complétée par une deuxième enquête de l'Andev auprès des équipes municipales, en juillet 2001, sur les intentions des Maires en matière d'éducation pour leur nouvelle mandature.

Cette nouvelle enquête a confirmé et renforcé la précédente, montrant que l'informatique des écoles se trouvait au premier rang des actions susceptibles de faire l'objet d'une implication croissante de la collectivité locale au cours du mandat qui débute. Cette préoccupation est d'autant plus marquée dans les communes les plus importantes, les plus peuplées et les situées en tissu d'agglomération urbaine :

En effet, près de neuf grandes villes sur dix indiquent un investissement fort en informatique (contre une sur deux dans les petites et moyennes communes).

Cette enquête a montré également que trois Maires sur quatre pensaient qu'il leur incombe de prendre en charge les frais de raccordement, les forfaits d'abonnement et les consommations téléphoniques afférentes (avec pourtant une réticence plus forte pour les petites communes).

Ils se sont par contre déclarés plus réticents (moitié/moitié) pour la prise en charge par la commune de l'acquisition de logiciels éducatifs pour les élèves.

Ils se sont enfin déclarés majoritairement opposés (60 %) à ce que la commune assure la maintenance et le remplacement des matériels informatiques non acquis par la commune (cela concerne en particulier les matériels acquis pour les dotations financières de l'État ou par le biais des coopératives scolaires).

**La création du B2I (Brevet Informatique Internet) par le ministère de l'Éducation a suscité les réclamations répétées des parents d'élèves dans les Conseils d'écoles ont été les derniers élus sceptiques en rendant « quasi obligatoire » ces équipements.**

**Ces engagements se sont traduits par des engagements financiers dans le budget 2002. Les actions entreprises les années antérieures, les services municipaux ayant préalablement évalué les besoins, arrêté des choix techniques et défini les plans d'investissement.**

**Ces démarches se sont souvent réalisées en partenariat avec les services académiques.**

**Parallèlement, le ministère élaborait plans et schéma directeur. Les rectorats et les académiques ont participé à ces études. Des expériences locales ont été lancées sur des communes avec des objectifs variés.**

**Ces schémas ministériels ont été présentés au cours d'une journée de travail réunissant des représentants du Ministère de l'Éducation Nationale et une délégation de l'ANDEV le 15 février 2002.**

**Cette présentation confirma les informations fragmentaires, obtenues le plus souvent par les communes, et qui laissaient craindre l'apparition de difficultés sensibles dans l'articulation et la cohérence entre les stratégies de déploiement des TICE mises en œuvre par les services municipaux et certains projets en cours d'élaboration au niveau de l'administration de l'Éducation Nationale.**

**Au cours de cette réunion, l'ANDEV a rappelé qu'il lui paraissait indispensable de pousser les communes à s'assurer de la cohérence des démarches et des plans d'équipement élaborés localement, avec les schémas ministériels...**

**Une (troisième) enquête auprès des Directions de l'Éducation a été élaborée en ce sens. Elle a été menée en mars 2002 en vue de vérifier sur le terrain, l'état de connaissance des schémas ministériels et des relations avec les services académiques dans ce domaine.**

**Cette enquête a plus précisément pour objectif de déterminer :**

- o Le niveau d'engagement actuel des municipalités dans les équipements en matière de technologies.**
- o Le niveau de connaissance et d'intégration des projets ministériels par les décideurs et les intervenants.**
- o Les différentes formes, modalités, champ d'application et les limites du partenariat entre les services municipaux et académiques dans le domaine des usages des technologies à l'école.**

**L'enquête a été réalisée par envoi d'un questionnaire destiné aux membres de l'ANDEV sur l'enseignement primaire uniquement.**

**100 réponses ont été centralisées entre avril et juin 2002 comportant outre le questionnaire dûment rempli, un exemplaire de la convention ou du contrat éventuel régissant le partenariat avec l'Inspection d'Académie. 21 documents contractuels ont pu être ainsi recueillis.**

## 2 Analyse des résultats de l'enquête

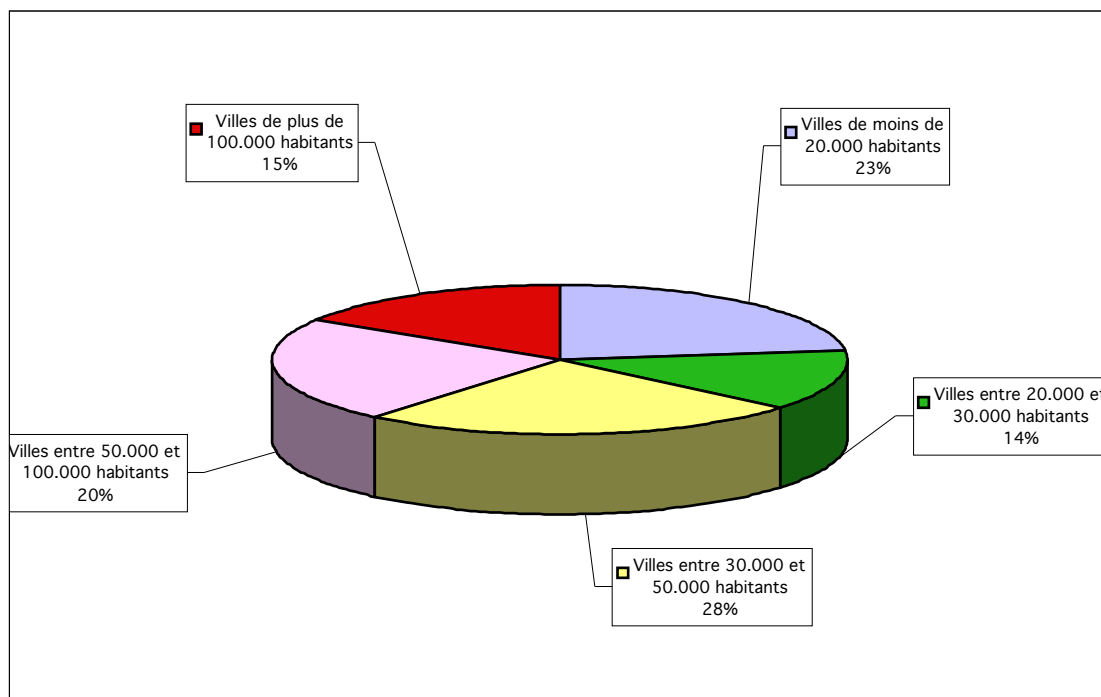
### 2-1 Les réponses au questionnaire

L'enquête porte sur 100 communes. Le tableau ci-après retrace les caractéristiques des collectivités.

Taille de la collectivité	Nombre de réponses	Nombre d'habitants	Nombre d'écoles élémentaires	Nombre d'élèves en élémentaire	Nombre d'écoles maternelles	Nombre d'élèves en maternelle
<20.000 H.	23	311 286	151	22 941	160	14 544
20.000–29.999 H.	13	327 204	108	15 653	124	11 475
30.000–49.999 H.	25	934 754	302	49 971	319	32 864
50.000–99.999 H.	23	1 559 722	436	71 126	443	48 825
>100.000 H.	16	3 381 389	893	144 887	926	106 666
Total	100	6 514 355	1 890	304 578	1 972	214 374

L'enquête concerne donc plus de 6,5 millions d'habitants, plus de 3862 écoles scolarisant plus de 500 000 élèves.

La répartition en fonction de la taille des communes est donnée dans le graphe suivant.

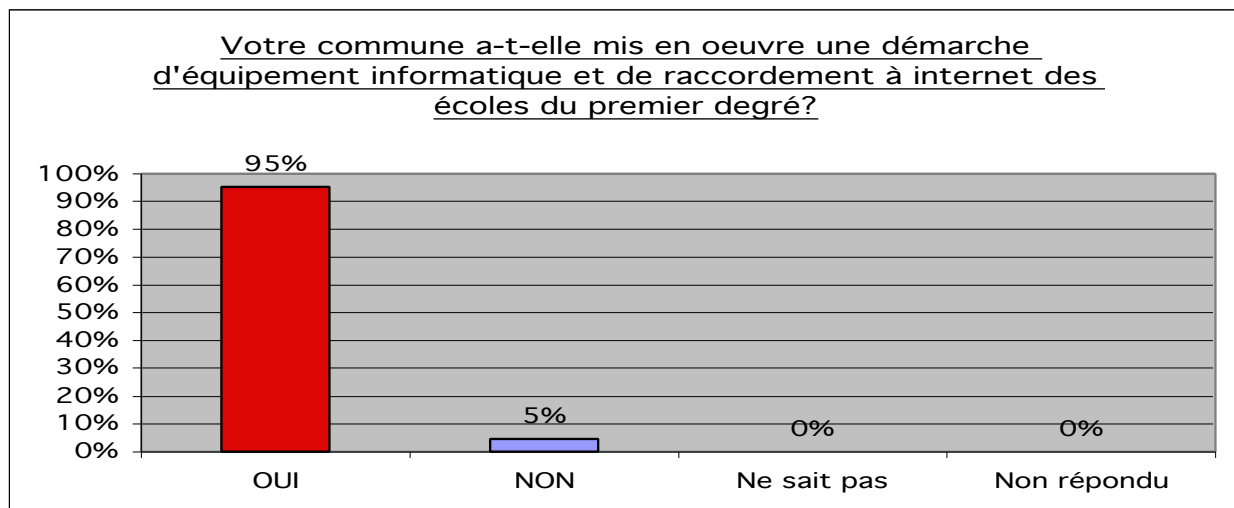


La répartition géographique des réponses est très proche de celle de l'échantillon questionnaire, c'est-à-dire des villes de plus de 10 000 habitants reliées au réseau.

Ces éléments quantitatifs permettent de considérer les résultats obtenus comme représentatifs du milieu local urbain.

## 2-1-1/ La première question concerne la décision d'équiper et de raccorder à Internet les écoles primaires de la commune

Elle a pour but d'évaluer motivation politique et les modalités de financement retenues par les élus locaux. Le graphique ci-dessous retrace les réponses à cette première question.



Ces réponses confirment les résultats des enquêtes précédentes, qui montrent qu'il a maintenant été admis la nécessité de l'équipement des écoles et leur raccordement à Internet.

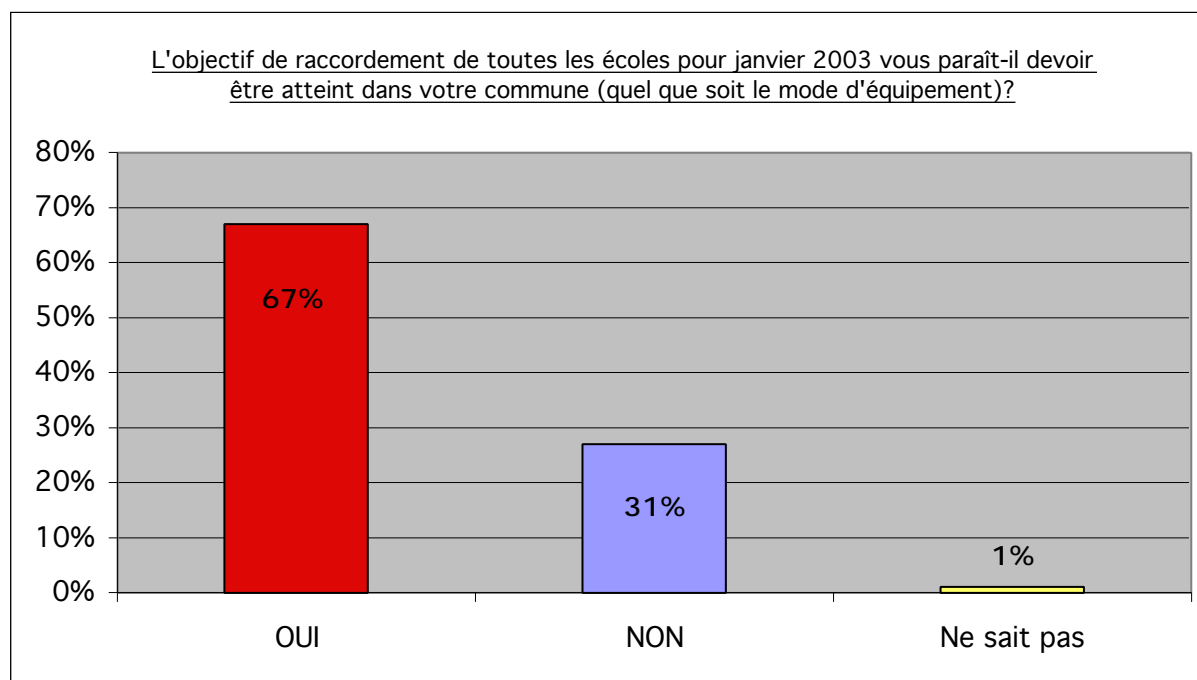
Les résultats relatifs aux modalités de financement de l'opération d'informatisation de la commune :

- o Dans 82 % des cas, il s'agit d'un plan pluriannuel (14 % prévoit un plan annuel, 4 % ne savent pas ou non pas répondu à la question).
- o Dans 76 % des cas, ce plan pluriannuel est financé sur des crédits nouveaux, dans le cadre du redéploiement de crédits consacrés aux écoles (ou à d'autres domaines), les autres questionnaires étaient sans réponse.

## 2-1-2/ La deuxième question porte sur l'objectif de raccordement au 1er janvier 2003

Il s'agissait, à travers cette question, de mesurer le degré de faisabilité de la commune de atteindre les objectifs de mise en place du B2I, fixés par le Ministère de l'Éducation Nationale.

**Le graphe ci-après traduit les réponses :**



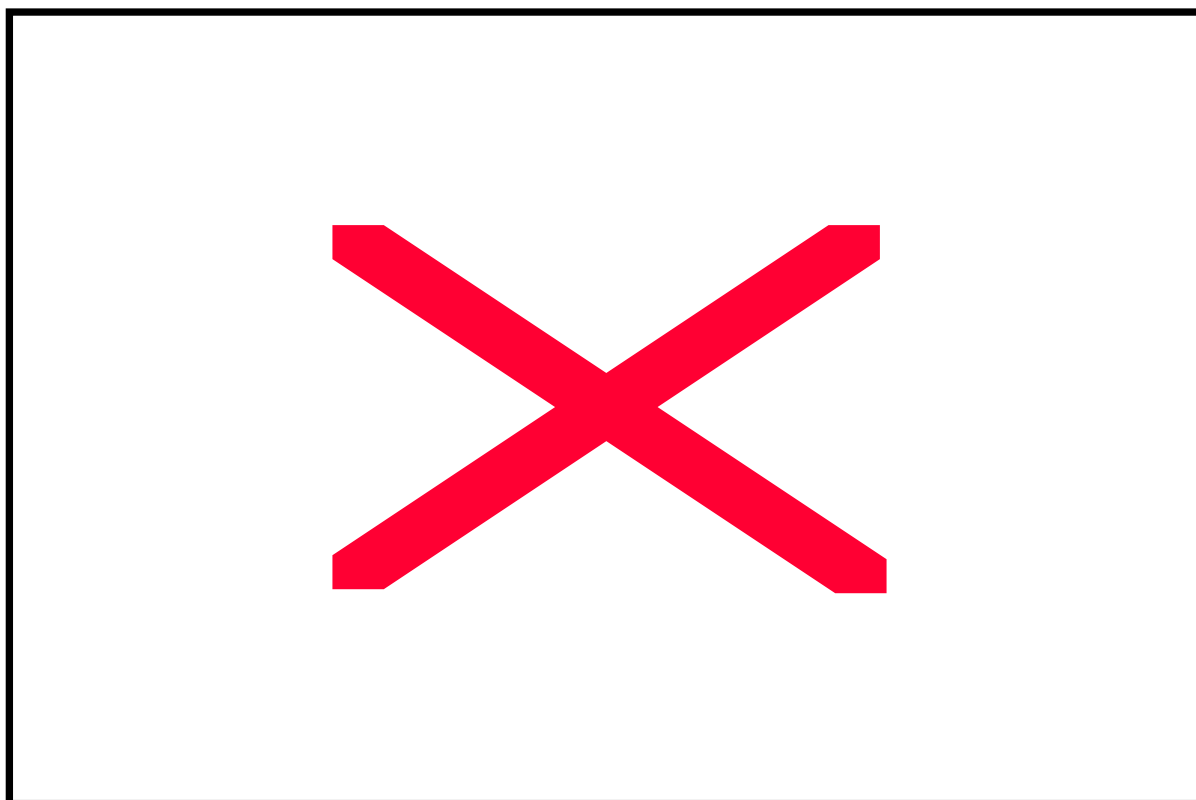
**Une question complémentaire était posée aux 31 collectivités déclarant ne pouvoir atteindre l'objectif 2003, portant sur la fin de leur échéancier d'équipement qui est fixé, parmi elles, à 2005 et au-delà :**

Objectif atteint en	Nombre de réponses
2003	8
2004	6
2005 et au-delà	9
Ne sait pas	1
Autres	7
	31

**2-1-3 La troisième question concerne le Schéma stratégique des systèmes d'information et de télécommunications**

**La commune est interrogée sur sa connaissance des grandes orientations fixées par le ministère de l'éducation nationale dans son schéma S3IT.**

**Le graphe ci-dessous traduit les résultats :**



Pour les réponses positives (c'est-à-dire pour les 4 communes ayant eu connaissance stratégique) du premier degré, une analyse plus fine, obtenue par une série supplémentaire, permettant d'évaluer l'impact de la connaissance du schéma :

- o Votre commune est-elle informée des principales dispositions contenues dans ce (SDI, Assistance, Système d'information du premier degré ....).
- o Votre commune participe-t-elle au comité de pilotage académique prévu dans c
- o Votre projet d'informatisation des écoles intègre t il les préconisations du S3IT.
- o Votre commune envisage-t-elle de fournir une participation financière au Ministère de l'éducation nationale (par exemple au projet d'assistance).

Le dépouillement des réponses des 4 villes concernées donne les résultats suivants

	OUI	NON	Ne sait Pas	Non répondu
Information, contenu, SDI...?	1	2	0	1
Comité de pilotage académique ?	0	1	3	0
Préconisation du S3IT	2	1	0	1
Participation financière?	1	2	1	0

2-1-4/a quatrième question porte sur le projet « écoles pilotes »

**La commune est interrogée sur sa connaissance des « écoles pilotes » relevant circonscription(s) de l'éducation nationale couvrant la commune :**

OUI	NON	Pas de réponse
42%	56%	2%

**Cette question était complétée, pour les réponses positives, par une interrogation sur l'existence des projets particuliers entre la commune concernée et la ou les situées sur son territoire :**

OUI	NON	Ne sait pas	Pas de réponse
3%	11%	23%	5%

## **2-1-5 La cinquième question porte sur la base de données nationale des écoles pilotes**

**La commune est interrogée sur sa connaissance de l'existence d'une « base de données des écoles pilotes » mise en place par le Ministère de l'éducation nationale et de l'Internet.**

OUI	NON	Pas de réponse
12%	84%	4%

## **2-1-6 La sixième et la septième question concernent les représentants locaux l'exécution du projet ministériel**

**- La commune est interrogée sur sa connaissance de « l'Inspecteur de l'Éducation chargé des TICE »**

OUI	NON	Pas de réponse
51%	46%	4%

**- Elle est interrogée également sur sa connaissance du « conseiller TICE auprès du recteur de l'Académie »**

OUI	NON	Pas de réponse
28%	65%	7%

**Lorsqu'elle a répondu positivement, il est demandé à la commune de préciser les entretiens entretenus avec ces personnes référents au sein de l'éducation nationale. (cf. partie 2-1-7)**

## **2-1-7 Les trois questions suivantes sont relatives au financement des équipements informatiques et réseaux**

**- La commune est interrogée sur le fait d'avoir été informée des possibilités de financement par l'État pour le raccordement et l'équipement des écoles.**



OUI	NON	Pas de réponse
50%	36%	14%

Et pour celle qui a été informée, si elle a sollicité ces financements :

OUI	NON	Pas de réponse
30%	16%	4%

– La commune est interrogée également sur l’obtention de financements au collectivités ou d’autres organismes ?

OUI	NON	Pas de réponse
21%	68%	11%

2-1-8/ Les trois questions suivantes sont relatives au partenariat entre les con services académiques :

– Sur la mise en place, par la commune, d’un système de co-pilotage Ville/Éducati de la démarche de mise en œuvre des TICE.

OUI	NON	Pas de réponse
45%	50%	5%

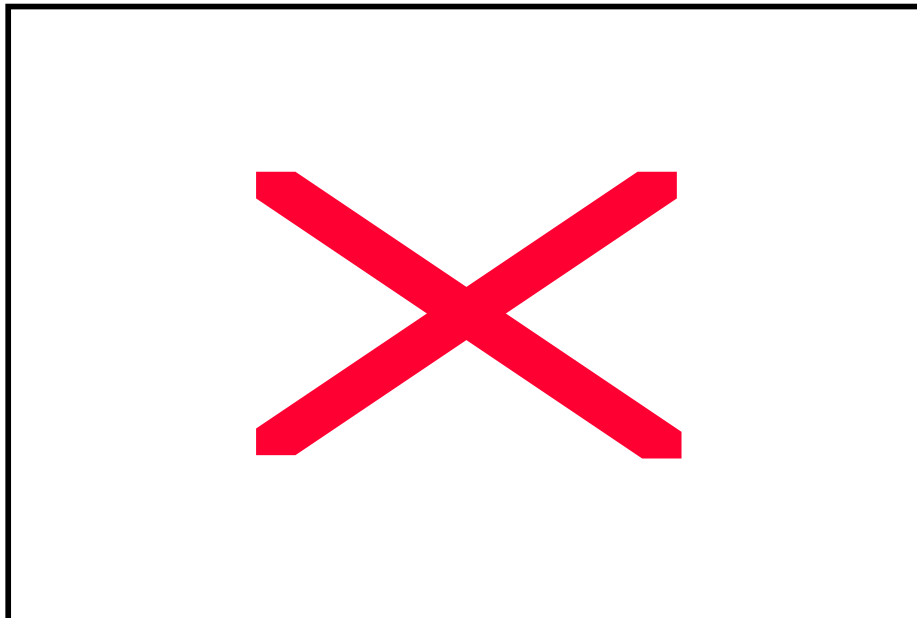
– Sur la concrétisation de cette démarche par une convention, une charte, un guide...

OUI	NON	Pas de réponse
28%	42%	30%

– Et sur la désignation, au sein des services municipaux d’un pilote désigné po d’équipement ?

OUI	NON	Pas de réponse
78%	14%	8%

– Ainsi, plus de 3 communes sur 4 ont mis en place un système de pilotage d’équipement au sein des services municipaux piloté, ou co-piloté très majoritairement le service municipal de l’éducation, le plus souvent en liaison avec le service inform il existe) :



**2-1-9/ Le questionnaire se termine par les observations sur le partenariat avec l'Etat nationale. Ces observations mettent en évidence :**

- o La grande diversité d'interlocuteurs opérationnels (Instituteur – animateur, conseiller pédagogique, aide-éducateur,...)**
- o Le souhait d'accroître et d'améliorer les relations partenariales**
- o Trois difficultés rencontrées quasi-systématiquement :**
- o L'éducation nationale paraît plus comme un donneur d'ordre plus que comme un partenaire**
- o La formation des enseignants est largement insuffisante malgré les moyens mis à disposition par les communes**
- o L'absence de bilan et d'évaluation concrète des effets de l'action d'équipement des écoles.**

**2-2 Un important déficit de concertation et de communication**

**Les réponses aux deux premières questions confirment les résultats des enquêtes précédentes : elles attestent que les écoles vont être équipées en informatique. En effet, 95% des communes ont d'ores et déjà pris la décision d'un tel équipement, cette unanimité quelle que soit la taille de la commune.**

**Il en est de même pour les 5 communes de l'échantillon qui n'ont pas commencé l'équipement de leurs écoles (une commune de 2.500 habitants, une 19.000, deux de 30.000 et une de 40.000 habitants).**

**La création du B2I a certainement eu une influence sur la prise de conscience des communes et a conduit à la décision d'équipement. Toutefois, les effets de cette mesure sont limités par le fait que**

**% des communes ne respecteront pas sciemment la contrainte de délai fixée par (certaines d'entre elles planifiant leur intervention au-delà de 2005).**

**On constate par ailleurs (et c'est également une confirmation) que les financements assez peu connus (un sur deux en ayant eu connaissance) et ont été assez peu mobilisés (une sur trois seulement y a eu recours), les modalités mêmes, le formalisme, nature des équipements concernés, contraintes des marchés publics plupart du temps, dissuasifs.**

**Pourtant, il semblerait que dans trois quarts des cas, le non respect du délai 2003-2005 relève de la nécessité, pour les communes «retardataires », de mobiliser financements pour réaliser ces équipements.**

**La quasi-totalité des décisions d'équipement sont prises sans que les responsables connaissent des projets ministériels, c'est ce qu'atteste le fait que 87 % des interrogées ignorent tout du S3IT (Schéma Stratégique des Systèmes d'Informations Télécommunications).**

**Pourtant, ce schéma, qui apparaît comme une composante fondamentale du dispositif aurait dû être un élément essentiel du dialogue et de mise en œuvre d'un partenariat entre les acteurs du monde de l'Éducation concernés par le développement des TIC à l'école.**

**Il contient des directives, des préconisations, des hypothèses de travail qui s'adressent aux services déconcentrés du ministère de l'éducation nationale qu'aux établissements du secondaire ou qu'aux écoles :**

**Il aborde en effet les aspects matériels des équipements, (mise en place de serveurs de système et de logiciels... Son application conditionne donc directement la nature des modalités de l'équipement des écoles.**

**Il préconise, notamment, dans son chapitre relatif aux projets prioritaires (page 10 du rapport), la mise en œuvre d'un dialogue et d'une collaboration étroite avec les collectivités locales.**

**Il spécifie, quant au système d'information du premier degré, que « rapide d'un système d'information du premier degré est l'un des besoins qui s'est exprimé avec le plus de force. Il doit offrir des outils, existant ou à venir, d'aide à la gestion, au pilotage et à l'évaluation des élèves, des personnels et des moyens, accessibles aux différents échelons de l'éducation nationale (de l'école à l'administration centrale) et à leurs partenaires (communes, autres services de l'État).**

*Le projet se situe dans un cadre de contraintes fortes d'économie, de souplesse et de simplicité, dues :*

*Au nombre important d'écoles (plus de 60.000), à la diversité de leur taille et de leur situation,*

*Au rôle des municipalités dans la gestion et dans la politique d'équipement,*

*A l'absence de personnels affectés aux tâches administratives et informatiques.*

*Ces contraintes imposent de limiter le système d'information aux besoins essentiels, d'associer les collectivités locales à la réflexion, et ce, dès le lancement du projet, et d'accorder une importance particulière au dispositif d'accompagnement humain et matériel ».*

**On peut s'interroger sur les raisons pour lesquelles pratiquement aucune commune n'intègre dans son plan d'équipement les orientations et/ou les contraintes fixées dans son Schéma Stratégique des Systèmes d'Information et des Télécommunications. La concrétisation et la réalisation, phase après phase, portent quasi exclusivement sur le secondaire et sur l'enseignement supérieur.**

**Parce qu'elle a la charge de la gestion de l'école, la commune poursuit également d'intégrer l'informatique et la mise en réseau des écoles dans l'organisation de la communication et de traitement des informations qui les relie avec l'administration. Cela suppose que cette dernière ait la maîtrise des outils (matériels et logiciels).**

**Une même volonté de maîtrise du système et des outils est affichée par le ministère sur des bases et à partir de choix (notamment techniques) quelquefois très compromis devra être recherché faute de quoi on va au-devant de grandes difficultés de compatibilité et d'intégration entre les systèmes et les outils mis en place par les communes) et les autres (le ministère de l'éducation nationale).**

**Les communes ont obligation de « rentabiliser » leurs investissements en matière d'informatique et de réseaux en utilisant les ressources mis en place, à d'autres fins pédagogiques (ex les applications de gestion de l'école, de gestion du fichier scolaire, et de la facturation des activités périscolaires, de télésurveillance, de télégestion, de télémaintenance...). Il est donc impératif de prendre en compte les contraintes des communes et pas seulement celles créées par le Schéma ministériel, qu'elles n'ont pas toutes.**

**Les communes sont nombreuses à réfléchir sur la mesure d'évaluation de l'apport des technologies dans la classe et sur l'optimisation des investissements réalisés. En la matière, il y a des recherches conjointes avec l'éducation nationale qui doivent très rapidement être entreprises, de telle sorte que des résultats concrets puissent être présentés aux communes pour conforter leur engagement dans la continuité des plans pluriannuels d'équipement (renouvellement) des matériels et des réseaux informatiques.**

**Faute de tout cela le risque est réel d'assister à des blocages dans le déploiement des équipements et des services liés à la mise en œuvre des TICE, ce qui ne manquerait pas de provoquer de graves gaspillages humains et financiers, pénalisant les élèves, les enseignants et plus généralement la communauté éducative.**

**Pour autant, les partenariats existent, au moins au stade embryonnaire : Ils se situent dans un registre extrêmement concret : Ils ont pour objectif d'améliorer l'action éducative en vue de permettre un usage efficace des ressources disponibles dans l'école.**

**Lorsqu'il est connu de la commune (dans un cas sur deux), l'Inspecteur de l'éducation nationale chargé des TICE participe activement à ce projet partenarial, pour la mise en œuvre. Le pragmatisme domine, mais il connaît rarement les projets, contraintes, et cadre des communes. Ses contacts avec le chef de projet municipal chargé de piloter le plan restent la plupart du temps ponctuels. Ce dernier (mis en place par 78% des communes) n'en être informé, ne connaît généralement pas les projets ministériels...**

On ne peut que regretter que le dispositif expérimental, mis en place par l'éducation qui labellise, incite, stimule et accompagne les écoles les plus innovantes et dynamiques, l'utilisation des TIC, ne soit pas aussi dynamique, ni innovant en matière de partenariats avec les communes, 56% d'entre elles déclarant ne pas connaître les « écoles pilotes » de leur circonscription, et seulement 3% des communes déclarant mener avec des projets avec écoles pilotes situées sur son territoire.

De même, le « conseiller TICE » auprès du recteur est inconnu dans deux villes sur

Les relations entre les communes et l'institution de l'éducation nationale se limitent à ces contacts de « terrain », les relais de communication imaginés par le fonctionnaire ne fonctionnant le plus souvent pas, et les structures de pilotage qu'il a mises en place dans les communes.

De ce fait, les systèmes de « co-pilotage », mis en place entre les communes et les services locaux de l'éducation nationale, sont extrêmement hétéroclites : ils reposent très souvent sur la conception et la mise en œuvre d'un projet global de déploiement des TIC dans la commune, en liaison avec l'environnement et les autres réseaux locaux. Ils se limitent le plus souvent au traitement des aspects matériels, au plan de chaque établissement.

De même, le « partenariat » est rarement structuré par un accord conventionnel précisant les structures et le calendrier de l'opération, les objectifs, moyens, contraintes, respectivement de chacune des parties, et qui prévoit des outils de suivi de réalisation et d'évaluation. À partir des conventions recueillies dans l'enquête, l'Andev établira prochainement une « convention type » pour l'équipement et le fonctionnement des TIC dans les écoles.

L'enjeu n'est-il pas suffisamment important pour que dans l'ensemble des Académies soit mis en place une méthodologie, des espaces de rencontre, des structures de pilotage, des outils de mise en œuvre et de suivi, pour que des représentants clairement identifiés de l'éducation nationale et les responsables municipaux puissent travailler ensemble en respectant les contraintes respectives de chacun des deux partenaires ?

Une simple déclaration d'intention ne saurait suffire à déclencher et à accompagner un réel partenariat, trop souvent réduit à une « incantation » à la prise en charge par la commune de l'équipement des écoles dans une démarche qui, malgré l'évidente conviction des élus locaux, reste fragile au même titre que l'a été, en son temps, le plan informatique pour tous.

Cf. compte rendu du séminaire du 11 et 12 juin à Rouen.

[www.educnet.education.fr/equip/anter.htm](http://www.educnet.education.fr/equip/anter.htm)

CC et JCN

*A consulter également :*

↳ Dans les derniers numéros de *La Communale* »

- L'équipement des écoles en matière de NTIC dans le n° 20 de juin 1999.
- Le rapport de l'IGEN dans le n° 23 de mars 2000.
- L'exposé de clôture du colloque d'Aurillac dans le n° 25 de novembre 2000.
- Les résultats de l'enquête sur les grandes villes et les NTICE dans le n° 26 de mai 2001.

↪ **Sur le Cd-rom des actes du colloque de Reims**

- Les résultats de l'enquête sur les Maires et l'Éducation pour la partie consacrée au**
- Le chapitre 3 de l'ouvrage « Projets éducatifs locaux et politiques éducatives locales à l'informatisation des écoles dans le projet éducatif local.**

